



**PRÉFET  
DES CÔTES-  
D'ARMOR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des Relations  
avec les Collectivités  
Territoriales**

**Arrêté**  
**portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R.122-3**  
**et examen des modifications en application de l'article R.181-46**  
**du Code de l'environnement**  
**Société STEF BRETAGNE LOGISTIQUE à Loudéac**

Le Préfet des Côtes d'Armor

**Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

**Vu** le Code de l'environnement, ses annexes et notamment l'article R.181-46 et le IV de son article L.122-1, et ses articles R.122-2 et R.122-3 ;

**Vu** l'arrêté ministériel en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle de formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement ;

**Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François GUILLOTOU de KEREVER, Préfet des Côtes d'Armor ;

**Vu** l'arrêté du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Georges SALAÜN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 2 octobre 1979 autorisant l'exploitation d'un entrepôt frigorifique par Frigoscandia, ZA de Calouët à Loudéac ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 janvier 2006 actant les changements d'exploitant et les modifications ayant été apportées à l'entrepôt frigorifique situé dans la zone d'activité de Calouët à Loudéac ;

**Vu** le formulaire de demande d'examen au cas par cas, référencé 2024-22-0012, transmis le 1<sup>er</sup> juillet 2024 et reçu par l'administration le 3 juillet 2024 ;

**Vu** la demande de compléments transmise à la société STEF BRETAGNE LOGISTIQUE le 16 juillet 2024 ;

**Vu** les compléments transmis par la société STEF BRETAGNE LOGISTIQUE les 2 et 31 octobre 2024 ;

**Vu** le porter à connaissance transmis par la société STEF BRETAGNE LOGISTIQUE le 28 mars 2017, concernant les modifications apportées aux condenseurs évaporatifs de l'établissement ;

**Vu** le porter à connaissance transmis par la société STEF BRETAGNE LOGISTIQUE le 3 juin 2020, concernant l'évolution des installations frigorifiques de l'entreprise et

l'augmentation des capacités de congélation pour les matières d'origine végétale et animale, soumises aux rubriques ICPE n° 2220 et 2221 ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 21 novembre 2024 ;

**Considérant** que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L.171-8 et à l'article L.122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification ou l'extension envisagée doit être soumise à évaluation environnementale ;

**Considérant** que le projet de modifications relève de la catégorie n°1 [installations classées pour la protection de l'environnement] et de la catégorie de projet n° 47 (boisement et déboisement) du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que, parmi les modifications portées à la connaissance du préfet, le projet concerné par l'examen au cas par cas est l'augmentation du volume des entrepôts frigorifique dans une proportion supérieure au seuil de l'enregistrement de la rubrique ICPE n° 1511 ;

**Considérant** que, parmi les modifications portées à la connaissance du préfet, le projet concerné par l'examen au cas par cas est le défrichement de 0,89 ha de bois et que l'étude d'impact menée à l'occasion de l'élaboration d'un projet de pose de panneaux photovoltaïques sur la parcelle voisine, également concernée par ce bois, a permis d'identifier la présence d'espèces protégées ;

**Considérant** que l'exploitant constate que cette situation nécessite la réalisation d'une demande de dérogation pour la destruction d'habitat d'espèces protégées ;

**Considérant** l'évolution du site depuis sa dernière autorisation avec consultation du public en date de 1979, soit il y a 45 ans ;

**Considérant** les augmentations importantes d'activités de l'établissement depuis son autorisation de 1979 :

- plus 75 tonnes/jour de produits d'origine végétale, soumis à la rubrique ICPE n° 2220 ;
- plus 75 tonnes/jour de produits d'origine animale, soumis à la rubrique ICPE n° 2221 ;
- augmentation de 52 027 m<sup>3</sup> des volumes réfrigérés soumis à la rubrique ICPE n° 1511 ;

Soit une augmentation de plus de 90 % pour chaque activité depuis la dernière consultation du public en 1979 ;

**Considérant** que la dernière étude de dangers mise en consultation du public date de 1979 et ne présente pas les risques spécifiques liés à l'emploi de l'ammoniac ;

**Considérant** qu'afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de réaliser une évaluation environnementale ;

**Considérant** que le projet de modifications porté à la connaissance du préfet constitue une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

## **DÉCIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, et sur la base des informations et compléments fournis par la société

STEF BRETAGNE LOGISTIQUE, le projet de modifications des installations classées pour la protection de l'environnement, situées dans la zone d'activité de Calouët, sur la commune de Loudéac, **est soumis à évaluation environnementale.**

**Article 2 :**

La présente décision, est également délivrée en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, concluant que le projet de modifications dans sa globalité **est substantiel.**

**Article 3 :**

La présente décision sera transmise au pétitionnaire et publié sur le site internet des services de l'État dans les Côtes d'Armor pendant une durée minimale de 1 mois.

**Article 4 : Délais et voies de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R.122-3-1 du Code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Monsieur le préfet des Côtes-d'Armor  
Place du général de Gaulle  
BP 2370 – 22023 SAINT-BRIEUC

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de 2 mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le président du tribunal administratif de Rennes  
Hôtel de Bizien  
3 Contour de la Motte  
35044 Rennes Cedex

**Article 5 : Notification et Exécution**

Le présent arrêté sera transmis à l'exploitant et publié sur le site internet des services de l'Etat dans les Côtes d'Armor pendant une durée minimale de 1 mois.

Le Secrétaire Général de la préfecture des Côtes d'Armor et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bretagne sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la mairie de Loudéac pour affichage.

**28 NOV. 2024**

Saint-Brieuc, le

Pour le préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,

  
Georges SALAÜN